

# Le DROIT OUVRIER

**DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE**

## Sommaire

### DOCTRINE

**Emmanuel Dockès** : Le pouvoir patronal au-dessus des lois ? La liberté d'entreprendre dénaturée par la Cour de cassation.

**Yves Saint-Jours** : Les droits sociaux : un enjeu de la condition humaine.

**Patrick Tillie** : Le "décret du 20 août 2004 portant modification de la procédure civile" et ses effets sur la procédure prud'homale et l'accès à la justice.

### DOCUMENT

Représentation obligatoire des salariés devant la Cour de cassation par des avocats aux Conseils.

### JURISPRUDENCE

*Voir notamment :*

Quelques arrêts de résistance à la jurisprudence de la Cour de cassation relative aux CDD d'usage.

**Cour d'appel de Paris (18<sup>e</sup> ch. A) 18 février 2004, Cour d'appel de Caen (3<sup>e</sup> ch. soc.) 5 décembre 2003, Cour d'appel de Versailles (6<sup>e</sup> ch.) 15 juin 2004** - Note Marie-France Bied-Charreton (p. 21)

L'indemnisation du licenciement nul.

**Cour de cassation (ch. soc.) 2 juin 2004** - Note Stéphane Ducrocq (p. 33)

Les fondements de la protection des représentants du personnel : un arrêt ambigu du conseil d'Etat.

**Conseil d'Etat (4<sup>e</sup> ss-sect.) 4 octobre 2004** - Note Pascal Moussy (p. 35)

### CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

**Droit pénal du travail** : extraits de décisions sélectionnés et commentés par **Marc Richevaux**.

Arrêts récents de la Cour de cassation résumés par **Marie-France Bied-Charreton** (pages 3 et 4 de la couverture).



**Doctrine :**

Le pouvoir patronal au-dessus des lois ? La liberté d'entreprendre dénaturée par la Cour de cassation  
 par **Emmanuel Dockès**, Professeur à l'Université de Dijon ..... 1  
 Annexe : **COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 13 juillet 2004** ..... 6

Les droits sociaux : un enjeu de la condition humaine  
 par **Yves Saint-Jours**, Professeur émérite de l'Université de Perpignan ..... 7

Le "décret du 20 août 2004 portant modification de la procédure civile" et ses effets sur la procédure prud'homale  
 et l'accès à la justice  
 par **Patrick Tillie**, Avocat au Barreau de Lille ..... 12

**Document :**

Représentation obligatoire des salariés devant la Cour de cassation par des avocats aux Conseils  
**COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 30 mai 2000** ..... 15

**Jurisprudence :**

ACCIDENTS DU TRAVAIL – Faute inexcusable de l'employeur – Réparation.  
 1) Perte ou diminution des possibilités de promotion professionnelle – Preuve à la charge de la victime –  
 Appréciation souveraine des juges du fond.  
 2) Famille de la victime non décédée – Droit à la réparation de son préjudice dans les termes du droit commun.  
**COUR DE CASSATION (2<sup>e</sup> Ch. Civ.) 20 janvier 2004** ..... 18

CONSEILS DE PRUD'HOMMES – Bureau de conciliation – Pouvoirs – Licenciement pour faute grave – Octroi des  
 indemnités de préavis et de congés payés (deux espèces) – Preuve reposant sur l'employeur – Faits manifestement  
 insuffisants pour retenir une faute grave (première espèce) – Transaction antérieure à la notification par lettre  
 recommandée avec accusé de réception – Nullité de la transaction (deuxième espèce).  
 Première espèce : **CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE LYON (Conciliation - Département) 7 juillet 2004** ..... 19  
 Deuxième espèce : **CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE LYON (Conciliation - Département) 7 juillet 2004** ..... 20  
**Note Georges Meyer**, avocat au Barreau de Lyon ..... 20

CONTRAT À DURÉE DÉTERMINÉE – Contrats d'usage – Exclusion des emplois liés à l'activité normale et permanente  
 (oui) (trois espèces) – Caractère illégal de l'usage contraire (troisième espèce).  
 Première espèce : **COUR D'APPEL DE PARIS (22<sup>e</sup> Ch. A) 18 février 2004** ..... 21  
 Deuxième espèce : **COUR D'APPEL DE CAEN (3<sup>e</sup> Ch. - sect. soc.) 5 décembre 2003** ..... 23  
 Troisième espèce : **COUR D'APPEL DE VERSAILLES (6<sup>e</sup> Ch.) 15 juin 2004** ..... 26  
**Note Marie-France Bied-Charreton** ..... 27

CONTRAT DE TRAVAIL – Discrimination raciale – Préjudice de carrière - Réparation.  
**COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 29 septembre 2004** ..... 27

CONTRAT DE TRAVAIL – Utilisation de la messagerie électronique professionnelle – Fouille par l'employeur – Secret  
 des correspondances – Violation – Sanction disciplinaire injustifiée.  
**COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 12 octobre 2004** ..... 28

ENTREPRISES EN DIFFICULTÉS – Redressement judiciaire – Cession d'une unité de production – Juge commissaire mentionnant dans son ordonnance la liste des salariés maintenus et non le nombre des salariés licenciés – Licenciements irréguliers – Application de l'article L. 122-12 – Droit des intéressés à conserver les sommes versées par l'assurance chômage et l'assurance insolvabilité à titre de dommages-intérêts. <b>CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE LIMOGES (section encadrement) 4 mai 2004</b> .....	29
FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS – Maternité – Fonction publique hospitalière – Refus de titularisation – Procédure irrégulière – Défaut de prise en compte des difficultés liées à la grossesse – Annulation – Réparation en nature – Obligation de réintégration – Réparation du préjudice (dommages-intérêts). <b>COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE MARSEILLE (2<sup>e</sup> Ch.) 4 novembre 2003</b> .....	31
<b>Note Michel Miné</b> .....	32
LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL – Indemnisation d'un licenciement nul – Accidenté du travail – Indemnités de rupture – Réparation du préjudice – Indemnité spécifique au moins égale à six mois de salaire. <b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 2 juin 2004</b> .....	33
<b>Note Stéphane Ducrocq, avocat au Barreau de Lille</b> .....	34
LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL – Procédure – Entretien préalable – Possibilité de convoquer le salarié en dehors du temps de travail. <b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 7 avril 2004</b> .....	35
PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL – Référé administratif – Mise en œuvre des dispositions de l'article L. 521-2 du Code de justice administrative – Refus d'autorisation du licenciement d'un délégué du personnel accusé de harcèlement moral non constitutif d'une atteinte manifestement illégale à une liberté fondamentale. <b>CONSEIL D'ÉTAT (8<sup>e</sup> ss-sect.) 4 octobre 2004</b> .....	35
<b>Note Pascal Moussy</b> .....	36
<b><i>Chroniques jurisprudentielles :</i></b>	
ASSURANCES SOCIALES – Chômage – Fraude aux allocations d'aides aux travailleurs privés d'emploi – Fausses déclarations – Infraction constituée (non). <b>COUR DE CASSATION (Ch. Crim.) 16 juin 2004</b> .....	38